

Les protestataires lancent un sit-in permanent et une grève de la faim au centre-ville

Les parents des détenus libanais en Syrie appellent l'Onu à prendre en compte leurs doléances

Les parents des détenus libanais dans les prisons syriennes ont organisé hier devant le siège du bureau des Nations unies au centre-ville un sit-in qui se poursuivra durant les prochains jours jusqu'à la satisfaction de leurs demandes. Le mouvement, qui prévoit également

une grève de la faim, est organisé avec la participation des associations de Soutien aux Libanais en détention et en exil (Solide) et de Nouveaux droits de l'homme (NDH). Les participants ont remis au chef du service d'information du Centre d'information des Nations unies, Négib Frigi, un mémorandum formulant leurs principales doléances.

Dénonçant les manquements et l'absence de l'État libanais qui ne « demande pas la libération de ses fils emprisonnés dans les prisons syriennes », et la négation, « injustifiée et contraire à la réalité et la transparence », des autorités syriennes, les parents ont déclaré : « Puisque les troupes syriennes accompliront leur retrait du Liban le 30 avril 2005, et auront donc appliqué les dispositions de la résolution 1559 les concernant, et puisque le problème des Libanais détenus par les forces syriennes n'a toujours pas été résolu, sans qu'apparaissent à l'horizon des éléments de solution, ce qui ravive l'inquiétude et la peur des parents concernant l'avenir de

leurs enfants, (...) nous avons décidé de lancer un sit-in permanent devant le bâtiment des Nations unies à Beyrouth. »

Le sit-in, qui a commencé hier matin, se poursuivra jusqu'à la satisfaction d'une série de demandes, la première étant que « le Conseil de sécurité considère que le retrait syrien conformément à la résolution 1559 restera incomplet tant que la question des détenus n'est pas réglée ».

Le mémorandum appelle ensuite le Conseil à prendre des mesures pour que tous les Libanais détenus en Syrie soient relâchés immédiatement, que les « corps des Libanais morts en Syrie à cause de la maladie, de la torture ou des exécutions soient rendus » et que « le destin des victimes » des services de renseignements syriens soit dévoilé. Il a également réclamé que la Syrie émette une liste portant les noms de tous les Libanais arrêtés et détenus par ces services depuis 1976.

Les parents ont enfin demandé que la commission internationale de la Croix-rouge inspecte



La mère de Ghsoub Élias Salloum, enlevé en 1983, lors du sit-in hier.

Photo Mahmoud Towil

les prisons et les centres de détention syriens « pour s'assurer qu'ils ne contiennent plus de prisonniers libanais ».

Le porte-parole de Solide, Ghazi Aad, a indiqué à L'Orient-Le Jour que les protestataires se relayeront devant le siège du Bureau des Nations unies, afin de poursuivre le sit-in jusqu'à ce que « l'Onu prenne en considération nos demandes et les intègre dans les nouvelles résolutions du Conseil de sécurité ». « On ne peut pas parler d'une application de la 1559

tant qu'il y a des détenus libanais en Syrie, ou que le flou persistera sur la question », a-t-il expliqué. Concernant la place qu'occupent leurs revendications au sein du débat politique libanais interne, M. Aad répond : « La question commence à être de plus en plus évoquée. On a vu Kornet Chehwane reprendre nos doléances, puis ce fut le député Nehmetallah Abi Nasr, et bien d'autres encore. L'affaire est en train de prendre progressivement de l'importance, ce qui est très positif. »

N (MUSEUM)
nt towards the cost of the Urban
over eligible payments under the
(MUSEUM).

Government of Lebanon, and as
Transport Development Project -
INTERSECTION (MUSEUM).
Intersection (Museum).
development and Reconstruction -
each set. The method of payment
ited bidders may obtain further

panied by a bid security of
velopment and Reconstruction -
e presence of the bidders who
JTDP) - Tallat Al Saray - Beirut,

L'Orient Le jour 12/4/2005